



La Leading European Newspaper Alliance a donné son nom à LÉNA. Il s'agit d'un partenariat unique entre huit journaux européens dont *Le Soir* est membre fondateur.

EL PAÍS

Fondé en 1976, c'est le plus grand quotidien espagnol. Son site internet est le plus important site d'information en espagnol du monde.

DIE WELT

Le journal berlinois, réputé pour son sérieux et sa ligne conservatrice, est l'un des plus anciens d'Allemagne. C'est le porte-étendard du groupe Axel Springer.

la Repubblica

Fondé en 1976 par une sommité du journalisme italien, Eugenio Scalfari, le journal romain s'affiche comme progressiste. Longtemps géré par la famille de Carlo De Benedetti, il fait désormais partie du groupe Agnelli.

LE FIGARO

Il s'agit du plus vieux quotidien français (1826) encore publié. Sa ligne éditoriale est de droite libérale.

GAZETA wyborcza

Le journal polonais est le dernier arrivé dans Léna. Fondé en 1989 par Adam Michnik, il est profondément démocrate et pro-européen.

Tribune de Genève

Grand titre de la place genevoise, la *Tribune de Genève* a été fondée en 1879 pour la Suisse francophone.

Tages-Anzeiger

Le *Tages-Anzeiger* est un journal suisse germanophone de la région de Zurich, qui a longtemps été le quotidien le plus tiré du pays.

LE SOIR

Quotidien belge francophone, il a été fondé en 1887 et porte depuis une longue tradition d'indépendance.

Les articles non francophones de *Léna* ont été traduits par EuroMinds Linguistics.



Même si la région est pauvre, on y trouve également des marchandises occidentales. © TOBIAS KAISER.

Cet Etat non reconnu par la communauté internationale est l'un des territoires les plus pauvres d'Europe. Un oligarque en libre-service, et financièrement, elle ne serait « pas viable » sans la Russie. La guerre en Ukraine a radicalement changé le destin du pays.



La Transnistrie, la « république à la merci de Moscou

DIE WELT

REPORTAGE

TOBIAS KAISER

C'est la première impression qui compte, dit-on, mais les dirigeants de la Transnistrie semblent peu s'en soucier. Quiconque entre dans la république séparatiste depuis la Moldavie se heurte, juste après les contrôles, à un morceau d'infrastructure délabré : les toilettes publiques visibles depuis le poste de contrôle datent probablement de l'époque soviétique. Les murs, le sol et le toit sont en béton, et un côté est ouvert sur le champ adjacent. Plusieurs couches de peinture s'écaillent des murs et, autour du trou circulaire creusé dans le sol, s'étale une couche grasseuse de feuilles en décomposition, de mouchoirs, de canettes de bière, de gobelets de café, d'excréments et d'urine.

Cette impression n'est pas si fautive. En effet, la république autoproclamée, qui n'est reconnue officiellement par aucun autre pays, adresse un doigt d'honneur au reste du monde. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et une brève guerre civile, cette bande de terre longue de 202 kilomètres, située entre l'ancienne république soviétique de Moldavie et l'Ukraine, vit dans un isolement qu'elle s'est imposé.

La population en paie d'ailleurs le prix fort : la Transnistrie est l'une des régions les plus pauvres d'Europe. L'économie du pays réunit les pires dérivés de l'économie d'Etat soviétique et du capitalisme : elle repose sur une économie souterraine dans laquelle la contrebande et la criminalité prospèrent. Le pays est financièrement sous perfusion de la Russie et s'est transfor-

mé en libre-service pour un mystérieux oligarque.

La Russie soutient le territoire de Transnistrie et a intérêt à ce que son statut non clarifié soit maintenu : l'existence même de la Transnistrie déstabilise la Moldavie et complique son intégration en Europe occidentale. Les deux dernières semaines ont illustré comment cela fonctionne. Fin février, la Transnistrie a demandé à la Russie de la protéger de la Moldavie, suscitant ainsi les craintes d'une invasion russe. Et le 13 mars, le président russe Vladimir Poutine a promis à la Gagaouzie une protection contre la Moldavie, dont elle est une autre région autonome.

L'incertitude permanente et l'isolement entravent le développement économique de la Transnistrie depuis sa création, en 1992. Si les touristes en quête d'aventure peuvent être attirés par l'architecture soviétique en ruine, les bustes de Lénine et l'atmosphère de capsule temporelle qui caractérisent les lieux, pour les habitants de la région, la stagnation économique est surtout synonyme de pauvreté.

En retard par rapport à ses voisins dès la fin des années 90

Il n'existe certes pas de données économiques fiables sur la région - en 2021, la Banque mondiale a déploré « l'absence totale » de telles données -, mais les deux pays voisins, l'Ukraine et la Moldavie, sont les plus pauvres d'Europe, et la Banque mondiale estime que la Transnistrie avait déjà pris du retard sur ses voisins à la fin des années 90.

La Transnistrie n'est toutefois pas la Corée du Nord. En plus de leur passeport transnistrien non reconnu à l'étranger, de nombreux citoyens possèdent des passeports moldave, ukrainien ou russe qui leur permettent de voyager sans trop de difficultés. L'admini-

stration encourage même la migration, car les envois de fonds, surtout depuis la Russie, sont importants : on estime qu'ils représentent un cinquième de la performance économique. Dans la capitale moldave, Chisinau, les voitures aux plaques d'immatriculation transnistriennes font partie du paysage routier.

Sous l'ère soviétique, la Transnistrie abritait de nombreuses entreprises industrielles et était considérée comme la région la plus développée économiquement de Moldavie. Aujourd'hui, il est difficile pour les observateurs étrangers d'évaluer ce qu'il reste de cette performance.

Les énormes subventions de Moscou

Ce qui est certain, c'est que la république autoproclamée se finance principalement grâce à l'exportation de l'électricité produite par la centrale de Kuchurgan. Et elle a un client en situation de dépendance presque totale : près des trois quarts de l'électricité consommée en Moldavie en 2021 provenaient de cette centrale, qui appartient à une entreprise russe et fonctionne au gaz russe. Selon le gouvernement moldave, les recettes financeraient plus de la moitié des dépenses du régime de Tiraspol. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Moldavie s'efforce certes de se procurer de l'électricité auprès d'autres pays, notamment de la Roumanie, mais il lui faudra attendre que les capacités soient suffisantes - d'ici 2025 - pour mettre fin aux transactions d'électricité avec la Transnistrie.

Si ce commerce est lucratif, c'est surtout grâce aux importantes subventions de Moscou. En effet, la Transnistrie reçoit pratiquement gratuitement le gaz nécessaire pour alimenter ses centrales électriques de la part du géant gazier russe Gazprom. En février 2023, un contrat de Gazprom a fuité, révélant que la Transnistrie ne payait plus la Russie pour ses livraisons de gaz depuis 2009 et qu'elle était redevable de 8 milliards de dollars (7,4 milliards d'euros) à Gazprom.

Ce gaz bon marché permet de générer d'importants bénéfices sur l'exportation d'électricité, de maintenir le coût de la vie à un niveau bas et d'assurer la viabilité et la compétitivité des industries locales sur le plan international. Comme, du point de vue international, le territoire fait partie de la Moldavie, les entreprises de la région peuvent exporter vers l'Union européenne, notamment des boissons alcoolisées et des textiles.

Selon une analyse de la Free Russia Foundation, les subventions annuelles pour le gaz correspondraient à près de la moitié de la performance économique de la Transnistrie : « Le régime de Tiraspol ne serait pas viable sans le soutien permanent de la Fédération de Russie. »

La Russie paie en outre une partie des pensions de plus de 100.000 retraités en Transnistrie, et même la totalité pour nombre d'entre eux. Les loyers, l'électricité et le gaz sont certes bon marché, mais de nombreux retraités doivent tout de même gagner un peu plus. C'est le cas d'Olga, qui vend, sur une place centrale de Tiraspol, des poupées au crochet qu'elle a fabriquées elle-même. Sans revenu supplémentaire, comme beaucoup d'autres retraités, elle n'arrive pas à joindre les deux bouts, nous confie cette sexagénaire.

Le pays est poussé vers l'Occident

Lors d'une visite sur place au printemps dernier, nous avons trouvé les supermarchés Sheriff remplis de produits importés. Il y avait du lait d'amande Alpro, du whisky Glenfiddich. Dans un kiosque à l'entrée, des barres Twix et KitKat étaient disposées à côté de journaux locaux. Derrière le comptoir, Lyudmila, une dame aux cheveux cuivrés : cette ancienne éducatrice se plaignait que la guerre en Ukraine avait nui à ses affaires.

En fait, le conflit a radicalement changé le destin de la Transnistrie. L'Ukraine a fermé ses frontières avec la région, où sont stationnées des troupes russes, la privant ainsi de revenus importants. Le commerce avec la Russie a également chuté de plus d'un cin-